



HAL
open science

Les relations macro-spatiales dans la transformation économique en RFTS – différenciation des rendements de l'économie de la République tchèque et de la République slovaque

Zora Komínková

► **To cite this version:**

Zora Komínková. Les relations macro-spatiales dans la transformation économique en RFTS – différenciation des rendements de l'économie de la République tchèque et de la République slovaque. Cahiers du CEFRES, 1994, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, 3f., pp.12. halshs-01169496

HAL Id: halshs-01169496

<https://shs.hal.science/halshs-01169496v1>

Submitted on 29 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux (Ed.)

Zora KOMÍNKOVÁ

Les relations macrospatiales dans la transformation économique en RFTS – différenciation des rendements de l'économie de la République tchèque et de la République slovaque

_____Référence électronique / electronic
reference :

Zora Komínková, « Les relations macrospatiales dans la transformation économique en RFTS – différenciation des rendements de l'économie de la République tchèque et de la République slovaque », Cahiers du CEFRES. N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale (ed. Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c3f/kominkova_1994_difference_economies_tcheque_slovaque.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Les relations macrospatiales dans la transformation économique en RFTS - différenciation des rendements de l'économie de la République Tchèque et de la République Slovaque

Zora Komínková

1. PRESUPPOSES THEORIQUES ET ESTIMATION DE L'EFFET DES RESTRICTIONS MACRO-ECONOMIQUES STABILISATRICES.

Les programmes de stabilisation macro-économique réalisés grâce à des restrictions budgétaires de type quasi monétariste sont devenus le fondement politico-économique de la plupart des réformes économiques en cours dans les pays d'Europe centrale et orientale. Tous ces pays ont connu, une fois le processus de transformation mis en marche, une profonde récession économique, liée, plus ou moins directement à l'application de ces programmes. De ce fait, cela a suscité, parmi les économistes de ces pays, de nombreuses discussions et des polémiques. Il est vrai que la réalité même de la récession n'était pas au centre de ces débats. Celle-ci était globalement attendue, vu les opérations de transition d'une économie du producteur, centralement planifiée, vers une économie des consommateurs, fondée sur les conditions du marché. La conception restrictive des programmes de stabilisation était, dans ces conditions, axée sur un impératif: éliminer l'excès constant de la demande (et l'inflation plus ou moins latente) et le remplacer par une situation naturelle de marché tendant vers la prédominance de l'offre sur la demande. L'objet principal de ces polémiques était que la récession était beaucoup plus importante que cela n'avait été prévu lors de la mise en oeuvre de ces programmes.

L'influence réelle que les restrictions monétaires et budgétaires des programmes de stabilisation ont eu sur la profondeur de la récession économique ne peut être évaluée facilement en raison du caractère inédit des processus de transformation des économies post-socialistes. Les facteurs qui influencent l'évolution générale sont, comme nous le savons bien, nombreux, en raison de la complexité du processus de transformation qui agit non seulement sur le mécanisme, mais aussi sur l'aspect institutionnel et les formes de propriété dans le processus de production: il s'agit de facteurs allant de l'effondrement des marchés du COMECON, du «choc des prix» provoqué par la libéralisation des relations économiques extérieures, jusqu'au comportement spécifique des acteurs économiques qui utilisent ou plutôt exploitent les retards des changements systémiques, par exemple dans le domaine législatif. L'action de ces facteurs avait un effet en retour sur les résultats macroéconomiques de la politique restrictive. Mon but, dans cet exposé, n'est pas d'enrichir les discussions en cours, je voudrais néanmoins souligner un aspect qui se manifestait d'une manière très caractéristique dans les conditions tchèques et slovaques, lors de l'application des programmes de stabilisation.

L'aspect uniforme des programmes de restrictions macroéconomiques (qui est l'objet de critiques), ou plus exactement celui des programmes qui se sont «greffés» sur la stratégie de convertibilité interne de la monnaie, a joué un rôle sévère bien qu'important dans la différenciation et dans l'identification des positions de chaque économie postsocialiste dans l'espace économique international. On remarque un phénomène semblable dans les relations macrospatiales de l'économie de la RFTS. Le caractère «spatial» des restrictions macroéconomiques a porté, par effet de différenciation, un coup bas au mythe de l'économie tchécoslovaque homogène, si l'on entend également par uniformité, le rendement identique de l'économie dans les deux parties de la République. Les retombées sociales et économiques, visiblement plus sévères, sur l'économie de la République slovaque ont sans doute contribué à la politisation de la problématique de la transformation en RFTS et à aviver les sensibilités économiques dans les deux républiques.

En République slovaque, l'opposition à la stratégie de la réforme économique était très forte parce que celle-ci était ressentie comme conçue d'une manière uniforme et cousue sur mesure pour la puissante économie tchèque. Pour cette raison, les demandes en faveur d'un «adoucissement» de cette réforme dans l'espace économique slovaque se sont multipliées. Dans les pays tchèques, au contraire, prévalait l'opinion selon laquelle la République tchèque payait la note de la faiblesse de l'économie slovaque et que le partage de l'Etat unitaire avait ses avantages économiques.

On peut donc constater, dans ce contexte, que la politique de stabilisation restrictive semble être le catalyseur ou tout au moins un des facteurs important qui a conduit à l'accord politique des deux parties sur la nécessité de partager l'actuel Etat fédéral en deux sujets politiques et économiques indépendants.

2. L'EVOLUTION MACROECONOMIQUE DES REPUBLIQUES TCHEQUE ET SLOVAQUE EN 1991 ET 1992.

Le tableau 1 montre les résultats approximatifs, parce que statistiquement pas tout à fait comparables, des prévisions et des estimations de l'activité macroéconomique réelle de la première année de transformation, à la fois en RFTS et dans chaque république. Il est intéressant de constater qu'aucune estimation faite par les institutions officielles (FMPS¹, gouvernement fédéral, MHS SR²) n'avait prévu une telle baisse de l'activité économique (du niveau du «PIB», ou plutôt d'un indicateur approximatif de la production). De plus, personne ne prévoyait une évolution divergente de ces valeurs dans les deux républiques.

TABLEAU 1 - Estimations et chiffres réels de la baisse de l'économie de la RFTS, de la République tchèque et de la République slovaque en 1991

Indicateur	Estimation			Chiffre réel		
	*	**	***	RFTS	RT	RS
«PIB» (production en %)	-5	-5	-5	-15,9 (-21 ¹)	-18,9 ¹	-25,6 ¹
Indice de croissance des prix	135 - 145	130	130 - 140	158	156,2	161,2
Chômage %	6-7	4,5	8,5	6,61	4,13	11,2
Compte courant de la balance des paiements (en milliards de \$)	-	2,5	1,5	0,9		-5,7

(1) Evaluations de l'EUT SAV par la méthode des dépenses

(2) 1990 = 100

(3) Solde exportations - importations en milliards de Kcs

* Ministère fédéral de la planification stratégique

** Gouvernement fédéral

*** Ministère de l'économie slovaque

Le déroulement réel des événements a été tout autre et les données statistiques montrent que la différenciation des deux économies, avec une tendance défavorable caractéristique pour l'économie slovaque, est visible pour tous les indicateurs macroéconomiques de base. (Voir le tableau 2 « Evolution du PIB et de ses composantes» et les graphiques comparatifs présentés en annexe qui concernent les prix, le chômage et le commerce extérieur en République tchèque et en République slovaque).

TABLEAU 2 : Evolution du PIB et de ses composantes en 1991

Indicateur	en mld Kcs		1991/ 1990 (en %)
	1990	1991	

¹ Ministère fédéral du travail et des affaires sociales (NDT)

² Ministère pour la compétitivité économique de la République slovaque (NDT)

République Slovaque			
Consommation de la sphère privée (y compris les ménages) (2)	194,6	145,4	74,7
Consommation de la sphère publique (3)	51,6	47,9	92,8
Investissements bruts en capital fixe (4)	101,8	68,9	67,7
Accroissement des stocks (5)	20,2	6,6	62,7
Solde du commerce extérieur (6)	-14,6	-5,7	.
PIB	353,6	263,1	74,4
PIB sans l'accroissement des stocks	333,4	256,5	76,9
République Tchèque			
Consommation de la sphère privée (y compris les ménages) (2)	416,8	315,1	75,6
Consommation de la sphère publique (3)	103,3	95,7	92,6
Investissements bruts en capital fixe (4)	214,4	140,4	65,5
Accroissement des stocks (5)	46,4	30,0	64,7
Solde du commerce extérieur (6)	-23,7	33,1	.
PIB	757,2	614,3	81,1
PIB sans l'accroissement des stocks	710,8	584,3	82,2

RFIS			
Consommation de la sphère privée (y compris les ménages) (2)	611,4	460,5	75,3
Consommation de la sphère publique (3)	154,9	143,6	32,7
Investissements bruts en capital fixe (4)	316,2	209,3	66,2
Accroissement des stocks (5)	66,6	36,6	55,0
Solde du commerce extérieur (6)	-38,3	27,4	.
PIB	1110,8	877,4	79,0
PIB sans l'accroissement des stocks	1044,2	840,8	80,5

(1) Aux prix du 1^{er} trimestre 1991

(2) La somme des dépenses des ménages, en marchandises et en services est calculée d'après le bilan provisoire des revenus et des dépenses de la population (le bilan définitif de l'année 1990 n'était pas disponible) et inclut les dépenses en matériel des petites entreprises, l'estimation des ventes sur le circuit commercial des entreprises individuelles et les dépenses des touristes tchèques et slovaques à l'étranger (d'après les bilans publiés).

(3) Le total des dépenses, sans les investissements des institutions dépendantes partiellement ou en totalité du budget de l'Etat (hormis les dépenses de sécurité sociale) prélevé sur le budget fédéral, le budget de chaque république et les budgets locaux.

(4) L'ensemble des dépenses d'investissements et d'équipements, y compris les investissements des petites entreprises et les constructions des particuliers.

(5) Il s'agit uniquement des stocks des organismes d'Etat (sans les organismes à gestion locale), des coopératives et des petites exploitations.

(6) Comme déflateur nous avons utilisé le rapport entre le cours des devises en Kcs de l'année 1991 et celui de 1990.

Source : *Ekonomika Slovenska na začiatku transformačného procesu*. UET SAV, Bratislava 1992, page 11.

Explication du traitement des données du PIB : les données marquées de la note (1) sont le résultat de calculs effectués par l'UET SAV à l'aide de la méthode des dépenses (c'est à dire la somme de la consommation de la sphère privée et de la sphère publique, des investissements bruts et du solde du commerce extérieur) et sont différents des statistiques officielles. Nous sommes bien conscients des imperfections de nos estimations (ce qui est expliqué dans les notes du tableau 2). Malgré tout, nous avons utilisé cette méthode, d'une part parce qu'elle est simple et qu'elle nous a permis de traiter les informations statistiques à notre disposition à l'époque, et d'autre part, parce qu'elle permet de voir, dans un contexte plus large, l'évolution de la demande de l'économie, à savoir les secteurs où ont été prises les premières mesures ciblées de la restriction stabilisatrice et de la libéralisation des relations extérieures.

Il faut également souligner que l'évolution de la balance des paiements, utilisée comme indicateur de comparaison, est prise au niveau de chaque république.

C'est le solde du commerce extérieur qui montre les plus grandes différences lorsque l'on compare l'évolution des composantes du PIB. Ce solde est, pour les deux années, négatif en République slovaque, tandis qu'en République tchèque, après avoir été négatif en 1990, on assiste à un retournement de tendance en 1991.

Malgré cela, on observe, en République slovaque, une amélioration sensible des relations commerciales extérieures. Cela semble une constatation globalement positive, mais, en réalité, comme le montre le graphique présenté en annexe, l'amélioration du commerce extérieur est essentiellement la conséquence de la limitation des importations. Ce n'est pas un constat réjouissant que de s'apercevoir que, dans cet élément positif, la performance exportatrice de la République slovaque est due principalement à la détérioration de la composition de ses exportations, c'est à dire à l'augmentation de la part des produits alimentaires, chimiques et de l'industrie lourde, et la diminution dramatique de la part des machines et de l'équipement. Il est vrai qu'il y a, dans la composition des exportations de la République tchèque, une évolution analogue, mais sa balance commerciale est équilibrée.

Il n'y a pas de doute que l'année 1991 a marqué, pour l'économie, le début d'une nouvelle tendance récessionniste qui va se confirmer en s'atténuant, en 1992 et au delà, mais qui va approfondir la différenciation au désavantage de la République slovaque. Il est encore trop tôt pour apprécier les indicateurs macroéconomiques de 1992; on peut noter, cependant, ces derniers mois, en République tchèque, des signes de reprise économique (taux de chômage en baisse, mais aussi augmentation des prix plus sensible qu'en République slovaque) or on prévoit en RFTS une stagnation générale (croissance zéro). En ce qui concerne l'économie slovaque, on s'attend à une baisse de 6 à 12 % du PIB en 1992 par rapport à 1991. Le trait le plus positif serait, en 1992, l'amélioration des résultats du commerce extérieur (avec un faible solde positif) malgré la persistance de la dégradation des structures de l'exportation.

D'après les experts de l'Institut économique de l'Académie tchécoslovaque des Sciences, on doit s'attendre pour 1992 «à une baisse du PIB en RFTS de l'ordre de 3 à 6 %», ce qui confirmerait les prévisions selon lesquelles les écarts de PIB entre la République tchèque et la République slovaque seraient en 1992 plus grands qu'en 1991.

Le partage effectif de l'Etat fédéral en deux états indépendants compliquera le développement de ces tendances. Nous reviendrons à la fin de cet exposé sur quelques prévisions faites à ce sujet.

3. LES RESULTATS ECONOMIQUES DES ENTREPRISES EN REPUBLIQUE TCHEQUE ET EN REPUBLIQUE SLOVAQUE

D'après les calculs déjà mentionnés, le PIB (en prix constants) a baissé en 1991 par rapport à 1990 de 25,6 % en République slovaque et de 18,9 % en République tchèque. L'écart de rendement des deux économies a donc été important. Par contre, les différences d'évolution des indicateurs partiels de la production des biens et des services (en prix constants) ont été moins importantes et se situent dans une fourchette de 1 à 2 points (Exception faite des achats de bétail d'abattoirs où l'écart au désavantage de la République slovaque atteint 10 points). Afin de mettre en évidence le caractère et la source de l'écart de rendement entre les économies slovaque et tchèque et de préciser si ces écarts ont pour origine certaines branches de l'économie ou ont un caractère plus général, nous avons, à l'Institut, comparé un certain nombre d'indicateurs financiers d'entreprises de la République tchèque et de la République slovaque. Les résultats de cette comparaison, pour 1991, sont présentés dans le tableau 3 «L'évolution et la structure des rendements nominaux des organisations économiques en République tchèque et en République slovaque».

Les résultats de cette comparaison sont les suivants:

- un écart relativement faible de la baisse de production des biens et des services entre la République tchèque et la République slovaque, qui se traduit, en valeur nominale des rendements, par une baisse de 5 points de la croissance slovaque par rapport à celle de la République tchèque.

- l'accroissement des rendements nominaux de la sphère économique slovaque a été dans l'ensemble annulé par la hausse des consommations intermédiaires qui ont vu leur part dans le total du chiffre d'affaire monter de 4,9 points en République slovaque contre seulement 0,6 point en République tchèque.

- l'effet de revenus de l'accroissement nominal de la production, exprimé en valeur ajoutée, a été nul dans l'économie slovaque. Par contre, en République tchèque, la composante revenus a eu une part dans l'augmentation des rendements de presque 36 % et a représenté une ressource supplémentaire de 80 milliards de Kcs (à la fois pour les organisations elle mêmes et pour le reste de l'économie).

- les bénéfiques ont évolué d'une manière diamétralement opposée en République slovaque et en République tchèque : ils ont baissé de 12,5 milliards de Kcs en République slovaque et augmenté de 23,5 milliards de Kcs en République tchèque.

TABEAU 3 : Evolution et structure des rendements nominaux
des organisations économiques en République tchèque et en République slovaque durant
l'année 1991

Indicateur	Rendement total (1)		Dont		
			consom- mations intermé- diaires (2)	valeur ajoutée	
Unité				totale (3)	dont profit
République Slovaque					
valeur nominale 1990	mil. Kcs	509 536	315 647	193 889	34 307
1991	mil. Kcs	584 592	390 740	193 852	21 774
indice 1991 (1990=100)	%	114,7	123,8	100,0	63,5
part dans les rendements	1990 (%)	100,0	61,9	38,1	6,7
	1991 (%)	100,0	66,8	33,2	3,7
République Tchèque					
valeur nominale 1990	mil. Kcs	1151 454	698 414	453 040	103 741
1991	mil. Kcs	1376 890	843 678	533 212	127 270
indice 1991 (1990=100)	(%)	119,6	120,8	117,7	122,4

part dans les rendements	1990 (%)	100,0	60,7	39,3	9,0
	1991 (%)	100,0	61,3	38,7	9,2
Comparaison de l'accroissement (+) et de la baisse (-) en République Slovaque et en République Tchèque (1991 - 1990)					
en valeur nominale SR	mil. Kcs	+75 056	+75 093	-37	-12 533
CR	mil. Kcs	+225 436	+145 264	+80 172	+23 529
en valeur relative SR	%	x	+4,9	-4,9	-3,0
CR	%	x	+0,6	-0,6	+0,2

(1) la somme des coûts et du profit, c'est à dire la somme des rendements et des rendements exceptionnels.

(2) consommations intermédiaires sans les amortissements, plus les services non matériels.

(3) rendements (produits d'exploitation) moins les consommations intermédiaires : le total se compose des amortissements, des salaires et des autres dépenses de personnel, les charges financières y compris les dettes et les profits.

Sources :

- Les données pour la République slovaque sont le résultat de calculs personnels sur la base des comptes économiques au 31.12.1991 de toutes les organisations de la République slovaque d'après le principe territorial.

- Les données pour la République tchèque sont les résultats donnés par l'ordinateur de l'Institut de statistiques tchèques.

- Gabrielová, H.: «K rozdielom vo výkonnosti slovenskej a českej ekonomiky v prvom roku transformačného procesu». *Ekon. čas.*, 40, 1990, n.6, page 425.

- Pour les résultats des entreprises de la République slovaque, voir Gabrielová, H. «Vývoj hospodárskej situácie podnikov v Slovenskej republike v prvom roku prechodu na trhovú hospodárstvo». *Ekon. čas.*, 40, 1992, n.3, pages 172-185.

Il découle de l'analyse que c'était la consommation de matières premières, plus importante en Slovaquie, qui avait la plus grande influence sur la différence d'évolution des deux économies. La Slovaquie étant plus dépendante de l'importation d'intrants pour la consommation intermédiaire, l'effet de la dévaluation de la monnaie a accentué cette différenciation. Il faut aussi constater que la consommation de matières premières en République slovaque a été, en 1991, très élevée, dans presque toutes les branches de l'économie nationale. Il en résulte que l'augmentation du produit des entreprises de la République slovaque a été, dans une grande mesure, le fait de la hausse des coûts nominaux et a eu un effet minimal ou négligeable sur les revenus nominaux. C'est là où se manifeste de la façon la plus condensée la différence entre le développement des économies tchèque et slovaque en 1991.

La principale différence entre les deux économies se remarque au niveau de l'ensemble du profit qui a baissé en République slovaque, de 34 milliards de Kcs en 1990 à 22 milliards, alors qu'il a augmenté en République tchèque de 104 milliards à 127 milliards de Kcs. Les enclaves de production à perte (principalement l'agriculture avec une perte de 12 milliards de Kcs) formées à la suite des changements de conditions économiques ont provoqué, en Slovaquie, une baisse significative de l'ensemble du profit.

La décision politique précipitée d'arrêter la production d'armements, en 1990, a également porté un grand coup à l'économie slovaque. Malgré des changements tardifs et des tentatives pour entamer la reconversion de cette industrie et la mener d'une manière à la fois plus réfléchie et plus mesurée, cette décision a complètement paralysé, en République slovaque, le complexe industriel mécanique et électrotechnique. Pour illustrer cela, il suffit de constater que la production d'armements représente, en Slovaquie 24 % du volume total de l'industrie mécanique et électrotechnique tandis que le chiffre est de seulement 7 % en République tchèque. D'un volume maximum de 19,3 milliards de Kcs en 1988, la production d'armements a chuté à 3,5 milliards de Kcs en 1992. La situation actuelle de cette industrie représente en valeur comparable 11,4 % du volume de 1988 et 15% du nombre d'emplois. A partir de ces données on peut ainsi déduire que le processus de reconversion en République slovaque est pratiquement terminé. Cependant des difficultés persistent : ce sont les capacités de production non utilisées, la dégradation d'un personnel hautement qualifié et

l'insuffisance de moyens financiers pour réaliser des programmes de requalification et de développement à long terme qui sont d'ailleurs, pour l'instant, peu nombreux.

4. IDENTIFICATION DES PRINCIPALES CAUSES DE DIFFERENCIATION DES RENDEMENTS ECONOMIQUES ENTRE LA REPUBLIQUE TCHEQUE ET LA REPUBLIQUE SLOVAQUE

Dès le début de la période de transition de l'économie centralement planifiée vers l'économie de marché, les rendements à l'échelle de l'économie nationale commencent à déterminer la demande agrégée - c'est à dire l'ensemble des dépenses de tous les sujets économiques en consommation, en productions courantes et en investissements.

Les facteurs qui sont la cause de la baisse sensible de la demande agrégée sont généralement divisés en 2 types : les facteurs «liés à la réforme» (comme par exemple la dévaluation de la monnaie) et les facteurs «non liés à la réforme» (comme par exemple l'effondrement des marchés du COMECON ou la reconversion de l'industrie des armements). Si l'on retient cette classification (qui est en fin de compte artificielle), on doit constater avec juste raison que ces deux groupes de facteurs ont eu une influence encore plus sévère sur l'évolution de l'économie de la République slovaque.

La limitation des activités commerciales avec les pays de l'ancien COMECON a causé beaucoup de tort à l'économie de la République slovaque, parce que celle-ci est plus orientée que l'économie de la République tchèque vers ces pays. La hausse des prix des matières premières importées de l'ancienne URSS (en particulier les prix du pétrole) a eu, pour les mêmes raisons, un impact négatif plus marqué sur l'économie de la République slovaque que sur celle de la République tchèque. La reconversion de l'industrie d'armement a créé des difficultés plus importantes à l'économie de la République slovaque parce que, sur son territoire, étaient concentrés les secteurs de production d'armement lourd destinés à être liquidés totalement ou en partie.

La dévaluation a eu naturellement une retombée plus négative sur l'économie de la Slovaquie du fait que celle-ci est orientée vers le traitement primaire des matières premières et qu'elle est plus grande consommatrice d'énergie et de matières premières que l'économie tchèque. Pour cette raison, la hausse des prix des intrants importés, conséquence de la dévaluation, a pesé plus lourdement sur toutes les activités. En d'autres termes et, de la même manière que lors de la flambée des prix mondiaux après le choc pétrolier des années 70, on peut dire que l'économie slovaque a ressenti de plein fouet, du fait de sa structure sectorielle et de production, la «politique de l'autruche» de l'ancien régime qui consistait à différer les solutions aux problèmes d'adaptation structurelle.

Dans ce contexte, on se rend facilement compte que la chute de la demande a eu un «effet de choc» plus négatif sur l'économie slovaque que sur celle de la République tchèque ; cependant, le facteur principal de différenciation des rendements entre les deux républiques, est la faiblesse de l'offre et de la production slovaque. Ces faits ont été mis en évidence par notre analyse des rendements des entreprises des deux républiques, qui a montré que la baisse des rendements est générale et ne peut être expliquée uniquement par des structures sectorielles défavorables ou par le faible niveau des capacités d'exportation de l'économie slovaque.

Bon gré mal gré, on doit accepter que la cause principale de cette baisse des rendements, plus importante en République slovaque qu'en République tchèque, autrement dit les difficultés plus grandes à s'adapter à la politique de restriction économique, se trouve dans le plus faible niveau de productivité du travail de l'économie slovaque.

Le différentiel de productivité (mesuré par l'écart de formation de PIB par personne active) n'est pas à première vue dramatique: on estime qu'il est, en 1992, de l'ordre de 5 à 10 % en faveur de la République tchèque. Le calcul de la productivité nationale, dans un contexte plus large, c'est à dire le ratio entre les *inputs* et la somme des *outputs* positifs et négatifs, fait ressortir d'autres «points faibles» de la situation actuelle en Slovaquie, que l'on ne peut expliquer uniquement par la consommation élevée d'énergie et de matières premières dans la production (et par le poids important de la reconversion de la production d'armements). Il s'agit, avant tout, de la question du maintien des salaires à leur niveau élevé et du maintien des prix et du change de la couronne à un niveau qui ne correspondrait pas au niveau de la productivité atteint en Slovaquie. Cela se traduit par une moindre rentabilité des entreprises slovaques par rapport à celles de la République tchèque. En 1991 la rentabilité de l'industrie (hormis les entreprises privées) était de

8,9 % en République slovaque contre 16 % en République tchèque et l'écart s'est encore agrandi au cours du premier semestre 1992.

L'inadaptation des paramètres de certaines valeurs économiques prises globalement pour l'ensemble de la fédération au niveau de productivité slovaque, est visible dans les résultats macroéconomiques, en particulier dans la chute de la production (du PIB) et la croissance du chômage, plus importants en Slovaquie qu'en République tchèque. Le comportement déséquilibré de la demande agrégée dans les deux républiques a été l'instrument (mais pas la cause principale) de cette différenciation. Il faut, néanmoins souligner que l'évolution déséquilibrée de cette demande, dans les deux ensembles de la RFTS, a été renforcée par l'accroissement de la demande slovaque surtout pour des produits issus des branches de l'économie tchèque dont la productivité était plus grande qu'en Slovaquie (il s'agit, en particulier, des produits du complexe agro-alimentaire).

Reconnaître le fait que la productivité nationale du travail est à un niveau plus bas en République slovaque qu'en République tchèque devrait être, à mon avis, un élément stratégique dans les choix futurs du gouvernement slovaque en matière de politique économique. De la même manière, on devrait en tenir compte dans les perspectives de coopération économique entre la République slovaque et la République tchèque.

5. QUELQUES CONSEQUENCES POUR LA POLITIQUE ECONOMIQUE SLOVAQUE APRES LA DIVISION DE L'ETAT FEDERAL.

Les prévisions rationnelles concernant le développement de l'économie slovaque après la division de la RFTS doivent, dès maintenant, tenir compte du fait que la situation sera beaucoup plus complexe qu'en République tchèque. En même temps, plusieurs facteurs dont certains de caractère institutionnel (les coûts pour assumer les compétences internes et externes du nouvel Etat et pour assurer le financement de certains besoins de la République slovaque et de ses citoyens qui étaient jusqu'à présent couverts par la République tchèque par le biais du budget fédéral) vont exiger, pour la poursuite de la réforme économique, des restrictions budgétaires extrêmement sévères. En conséquence, il faut s'attendre pour 1993 à ce que la demande agrégée chute d'environ 20 milliards de Kcs. L'autre terme de l'alternative serait de mettre en place un financement déficitaire de l'économie, mais cela porterait, très probablement, un coup fatal à la volonté exprimée d'étroite collaboration avec la République tchèque et compliquerait les négociations avec l'extérieur, surtout avec la CEE et le groupe de Viszegrad. Le blocage de ces négociations aurait naturellement un effet négatif supplémentaire sur l'économie de la République slovaque.

On doit faire une remarque au sujet de la situation apparemment critique du budget de la République slovaque. Les contraintes constitutionnelles et budgétaires déjà citées, attendues en République slovaque, déterminent non seulement la structure des rapports macroéconomiques de la politique budgétaire mais aussi l'allocation des moyens financiers pour couvrir les besoins de base du secteur public. L'analyse de la rentabilité des dépenses dans le secteur public de la République tchèque et de la République slovaque en 1991 et 1992 met en évidence une situation alarmante en Slovaquie. On peut montrer, par exemple, que pendant l'année 1992, le budget a alloué beaucoup plus de moyens financiers au secteur public en République slovaque (62,1%) qu'en République tchèque (57 %). Cependant, si l'on fait le calcul par habitant, ces dépenses, dépassent en République tchèque de 180 Kcs celles de la République slovaque.

Si l'on se place dans l'hypothèse de dépenses équivalentes, en terme budgétaire, pour le secteur public dans les deux républiques et que la part soit celle de la Slovaquie, c'est à dire 62,1 %, les dépenses par habitant en République tchèque dépasserait celles de la République slovaque non pas de 180 Kcs mais de 1440 Kcs. C'est un écart non négligeable et il faudrait au budget slovaque 7,6 milliards de Kcs supplémentaires pour le résorber, ce qui représenterait une augmentation des dépenses pour le secteur public de 10,3%. De ce fait, la part des dépenses pour ce secteur, dans l'ensemble du budget, passerait de 62,1% à 68,5% en République slovaque et la part de la République tchèque resterait au niveau envisagé de 62,1%.

Le point de départ pour la conception de la nouvelle politique économique de la République slovaque devrait être la mise en correspondance des paramètres des valeurs économiques avec le niveau de la productivité nationale du travail. Dans ce contexte, la possibilité d'appliquer une politique de baisse indirecte des salaires est de plus en plus mise en avant. Cette baisse serait obtenue grâce à une inflation faible permettant la croissance et dont le rôle cesserait dès que le niveau des salaires réels permettrait aux

entreprises de trouver les moyens nécessaires pour renouveler la dynamique de l'économie nationale. Le résultat d'une telle politique serait, naturellement, une baisse supplémentaire du niveau de vie de la population. En même temps, il faut bien savoir que les chances de succès de cette politique dépendent essentiellement de ce que le segment inflationniste du budget de l'Etat (comme complément du financement par le crédit) serait orienté vers les activités productives en développement. Le succès d'une telle politique dépend également du maintien de la politique globale de restriction des dépenses budgétaires. D'après les estimations de l'UET SAV, on peut utiliser pour ce financement inflationniste du budget de la République slovaque une enveloppe de 12 à 13 milliards de Kcs, ce qui représente à peu près les 5 % du PIB qui sont toléré par le FMI comme déficit du budget de l'Etat.

6. POSSIBILITES ET CONDITIONS D'UNE INTEGRATION ECONOMIQUE ENTRE LA REPUBLIQUE TCHEQUE ET LA REPUBLIQUE SLOVAQUE

Si l'on conclut, à l'analyse des divergences que l'on constate dans le développement des économies de la République tchèque et de la République slovaque, que l'origine de la situation plus défavorable de la République slovaque réside dans le faible niveau de la productivité nationale du travail, cela amène à se poser des questions sur les modes de coopération ou d'intégration économiques futures entre les deux républiques. Des interrogations se font jour, suscitées surtout par la crainte que la République slovaque ne soit ni disposée, ni capable d'appliquer une politique monétaire (et, plus généralement, une politique économique) qui assurerait à la fois, un faible taux d'inflation, un budget équilibré et une balance des paiements convenable. Dans ce contexte, c'est surtout la coopération étroite dans le domaine monétaire et, au-delà, la conception d'une union monétaire qui se trouvent menacées.

La solution idéale serait, dans les conditions actuelles, peut être de former un marché commun. Du point de vue strictement libéral, le succès de l'union douanière que l'on envisage comme naturelle sur la base des vastes relations existantes entre les entreprises tchèques et slovaques, n'est pas automatiquement assuré, (le niveau des tarifs douaniers est, en principe, trop bas pour être intéressant). L'ambition minimaliste d'une zone de libre échange semble, de ce fait, beaucoup plus réaliste. Concevoir la forme réelle de cette coopération future ou d'une intégration entre les deux républiques reste cependant un casse-tête.

Du point de vue théorique, il est cependant clair que cet ajustement des paramètres économiques et du niveau de la productivité du travail dans la République slovaque ne peut pas ne pas avoir d'influence sur le cours de l'unité monétaire slovaque. Il faut donc s'attendre à la dévaluation du cours actuel de la couronne en Slovaquie. L'évolution du cours de la couronne slovaque et surtout du taux de change entre l'unité monétaire tchèque et l'unité monétaire slovaque aura une influence de première importance sur les possibilités réelles d'une future intégration économique entre les deux républiques.

EN GUISE DE CONCLUSION : PROLOGUE A 1993

Nous voudrions, pour terminer, dire que les réflexions sur la future politique économique du gouvernement slovaque et sur les conditions d'une possible intégration entre la République tchèque et la République slovaque ont vu le jour dans notre Institut au cours de discussions politiques et économiques orageuses entre les représentants officiels des deux républiques.

Hospodarske noviny a publié, le 23 novembre 1992 un article de I. Suján, président du FSU (Bureau fédéral des statistiques) dans lequel il expose ses prévisions sur l'évolution économique dans les deux républiques après la division de l'Etat, en 1993. Comme on peut le constater dans les graphiques reproduits en annexe, les prévisions montrent que la situation économique dans les deux républiques va se détériorer, avec une tendance encore plus défavorable en République slovaque. L'accélération de ces évolutions défavorables, prévue à partir du second semestre de 1993, est liée à la probable séparation monétaire et à la dévaluation de la monnaie slovaque conséquence de la divergence progressive des politiques économiques des deux républiques et d'une balance des paiements très déficitaire en République slovaque. Il en découle une chute du commerce entre les deux républiques qui entraînera une baisse de la production. Il va de soi que la situation économique et sociale sera beaucoup plus complexe en République slovaque; cela découle, non seulement des prévisions, mais aussi de la situation actuelle dont je me suis efforcée de vous présenter les caractéristiques principales.

Figure 1 - Production industrielle

Figure 2 - Taux de chômage (%)

CR - République tchèque

SR - République slovaque

I/93-IV/93 - prévisions du Bureau fédéral de statistique (FSÚ)

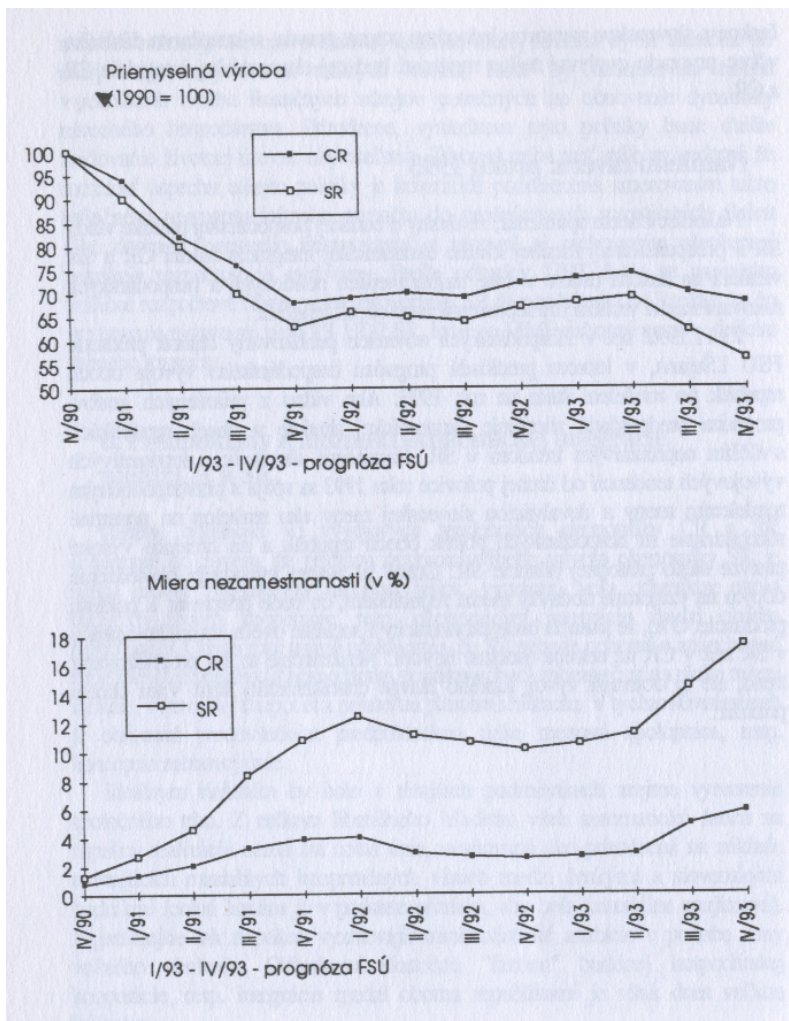


Figure 3 - Evolution des prix durant l'année 1991 (décembre 1990 = 100)

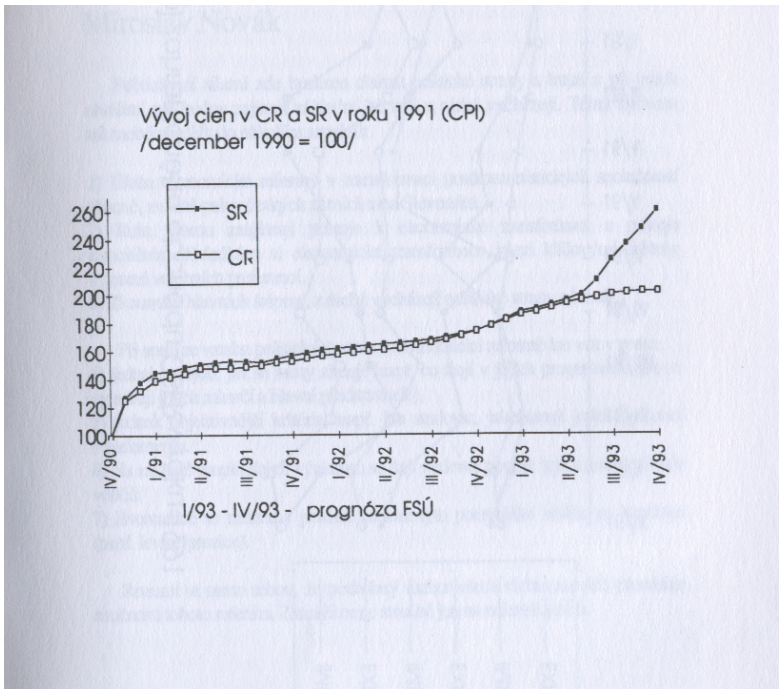


Figure 4 - Evolution du commerce extérieur de la République Fédérative Tchèque et Slovaque en 1991
CSFR - RFTS

